Source : Thierry Ehrmann, via Wikimedia Commons

Entretien Politique

La nouvelle puissance chinoise

Entretien avec Juliette Genevaz

par Émilie Frenkiel , le 11 mai

Lors du XIX[e] congrès du Parti communiste chinois en octobre 2017, Xi Jiping a révélé une vision ambitieuse et idéologique de l'avenir de la Chine. Juliette Genevaz revient ici sur la particularité de ce modèle politique et sur les objectifs de développement économique et de politique étrangère.

Juliette Genevaz est la chercheure Chine à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM). Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université d'Oxford (Saint Antony's college), elle a rejoint l'IRSEM après un TransAtlantic Postdoctoral Fellowship for International Relations and Security (TAPIR). Elle a notamment publié « Political Indoctrination In The Chinese Military, Toward A Post-Revolutionary PLA », *China Information*, septembre 2016 et « Military Professionalization Under Party Control », in Donovan Chau et Thomas Kane (dir.), *China And International Security : History, Strategy And 21st Century Policy*, Praeger, 2014.

La Vie des idées : Quel bilan faites-vous du premier mandat de Xi Jinping ?

Juliette Genevaz : Xi Jinping marque un retour à l'idéologie. Lors du XIX[e] congrès du Parti communiste chinois (PCC), il a fait inscrire sa pensée dans la Constitution de la Chine. Il ne s'agit pas là de rhétorique : Xi a une vision politique pour les 30 ans à venir. Dans la tradition maoïste, la vision de Xi s'articule autour d'une contradiction, celle qui oppose l'aspiration des riches à une vie meilleure à celle des pauvres à gagner plus d'argent. Les moins fortunés ne peuvent pas suivre le même chemin que ceux qui forment aujourd'hui la classe moyenne parce que la croissance économique qui a permis la formation de cette nouvelle classe a également engendré les maux qui l'affligent : taux très élevé de pollution et privatisation forcenée de l'éducation et de la sécurité sociale. Sous Xi Jinping, le Parti communiste chinois (PCC) a pris acte des graves conséquences de 30 ans de croissance économique tous azimuts. Pour pallier les problèmes qui se posent à la société chinoise (inégalité, allongement de la durée de vie, faible natalité, niveaux dangereux de pollution), le gouvernement de Xi Jinping propose de changer de politique industrielle pour mettre l'accent sur l'innovation et les secteurs économiques de pointe. L'étendue de la censure, inédite depuis l'ère de

Mao Zedong, témoigne de la fragilité politique du régime en cette période de transition. En ce sens la place centrale de l'idéologie en Chine contemporaine reste bien à double tranchant : d'une part il s'agit de proposer un nouveau contrat social à la Chine et d'autre part ce nouveau discours sert de justification à l'étouffement de toute opposition.

Au XIX^{e} congrès du Parti communiste en octobre 2017, Xi Jinping a proposé aux pays en développement de considérer la Chine comme un modèle alternatif au système démocratique. La prétention internationale de la Chine à servir de modèle de développement s'appuie sur son engagement dans l'aide au développement depuis les années 2000. Or, le PCC a toujours insisté sur l'absence de conditions politiques liées à cette aide, ce qui constitue une différence majeure par rapport aux programmes de développement de la Banque mondiale.

Au delà du taux de croissance économique, l'élément essentiel du modèle chinois, c'est-à-dire de ce que Xi Jinping appelle la force du régime, est la stabilité politique et sociale du pays. La campagne anti-corruption a permis à Xi de donner un nouveau souffle à l'État policier qu'est devenue la République Populaire de Chine (RPC). Il s'est agi non seulement de purger les cadres du Parti qui avaient abusé de leur pouvoir, mais aussi de réformer les institutions qui leur avaient permis d'accumuler du pouvoir. L'une des premières victimes des purges fut Zhou Yongkang, qui avait passé 5 ans à la tête du Comité des Affaires politiques et législatives du Comité central du PCC (Political and Legal Affairs Committee, PLAC) entre 2007 et 2012, responsable de la stabilité politique du pays. L'obligation de résultat donnée aux PLAC provinciaux avait mené à une collusion de la PLAC avec la police locale. Avec Meng Jianzhu désormais à la tête de la PLAC, Xi Jinping veut faire deux choses : d'abord, replacer la PLAC sous l'égide directe de la Commission à la Sécurité Nationale, que Xi préside ; ensuite, redonner une certaine autonomie aux cours de justice. Ces deux objectifs sont ainsi hiérarchisés pour centraliser le contrôle social.

La centralisation du pouvoir sous Xi Jinping a pour but de rendre plus efficace la mise en œuvre des politiques de développement économique, de soutien à l'innovation et de réforme de l'agriculture. Au XIX^{e} congrès, Xi a échelonné un programme au-delà de sa mandature :

- 2020-2035 : développement fondamental
- 2035-2050 : entrée de la Chine dans l'industrie des services.

L'absence de successeur désigné laisse d'autant plus la main à Xi qu'il a mis ses fidèles à la tête de 7 provinces majeures (Guangdong, Fujian, Hebei, Liaoning, Shanghai, Jiangsu et le Shaanxi). La création du comité national de supervision au lendemain du XIX^{e} congrès indique la volonté de Xi de poursuivre la lutte anti-corruption.

La Vie des idées : La Chine semble avoir récemment renoncé à faire profil bas sur la scène internationale. Comment analysez-vous ce changement de stratégie ?

Juliette Genevaz : Il y a en effet un tournant dans la politique étrangère de la Chine, qui n'hésite plus aujourd'hui à défendre ses intérêts à l'étranger. Or, compte tenu de l'expansion globale de l'investissement chinois à l'étranger, ces déploiements touchent un nombre grandissant de pays. En Afrique, la présence chinoise met l'accent sur la sécurité. La RPC est devenue un pilier des opérations onusiennes de maintien de la paix, dont la majorité ont lieu sur le continent africain. Au delà de cette action multilatérale, la Chine entretient des rapports bilatéraux importants avec le

Sud-Soudan, le Nigeria et le Cameroun autour de questions de sécurité (mission de médiation pour le premier après la partition du Soudan en 2011 et transfert d'armes dans la lutte contre Boko Haram pour les seconds). Le symbole de l'implication sécuritaire massive de la Chine en Afrique est la base militaire qu'elle a établie, après moult dénégations, à Djibouti en 2016.

La politique visant à tracer une « Nouvelle Route de la Soie » marque la détermination de la Chine de continuer à accroître son implication économique à l'étranger. Bien que lancée avant la prise du pouvoir de Donald Trump, la Nouvelle Route de la Soie tire profit du retrait américain de l'Asie et du monde. Proclamée en 2013, elle indique clairement une réorientation de la politique étrangère chinoise, soucieuse de se désengager de l'interdépendance financière et économique avec les États-Unis. Certes, le trajet de la Nouvelle Route de la Soie passe par 67 pays, mais sa direction est très claire : c'est l'Europe. Or, cette nouvelle orientation de la politique étrangère chinoise a des racines intérieures. Alors même que la Chine a fondé son développement économique sur l'investissement direct étranger dans ses provinces côtières pendant 30 ans (1980-2010), elle a désormais besoin de trouver des sources de croissance économique pour ses provinces intérieures. La Nouvelle Route de la Soie ferait de ces territoires, par exemple des provinces pauvres comme le Xinjiang et le Yunnan, des plaques tournantes du commerce régional. La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping est offensive parce qu'elle est en continuité avec la stratégie de développement intérieur.

La Vie des idées : Comment évaluez-vous la puissance militaire de la Chine ?

Juliette Genevaz : Avec plus de 2 millions d'hommes sous les drapeaux, l'Armée populaire de Libération chinoise est la plus nombreuse au monde. Le budget de la défense chinois est le deuxième au monde, derrière les États-Unis. Son accroissement constant depuis la fin des années 1990 a fait émerger la Chine comme une menace, non seulement aux yeux des Américains, mais aussi de ses voisins asiatiques. Il est cependant important de contextualiser les dépenses militaires chinoises. Depuis qu'elles ont commencé à augmenter, en 1997, elles ont été indexées sur le taux de croissance économique du pays, qui est resté à deux chiffres jusqu'en 2013. De 1997 à 2015 inclus, le budget de la défense chinois a augmenté chaque année de plus de 10 % par rapport à l'année précédente. C'est une croissance énorme, mais le budget de la défense chinois est toujours resté à 2 % du produit intérieur brut, ce qui est l'exigence que l'Union européenne fixe pour ses membres en matière de dépenses militaires. On ne peut donc pas vraiment crier au loup.

La question de la puissance militaire est une autre question, même si le budget en est un indicateur important. La RPC a bien entendu profité de la manne budgétaire pour moderniser son équipement à marche forcée. Cependant, en termes de projection de force, la Chine est bien loin des États-Unis, qui seraient son premier adversaire. Elle vient d'établir sa première base militaire à l'étranger, à Djibouti, alors que les États-Unis en ont environ 700, dans plus de 50 pays, et la France 4 (à Djibouti, au Sénégal, au Gabon et aux Émirats arabes unis). L'ambition de la Chine n'est pas de projeter sa force militaire à l'échelle mondiale, mais régionale. Sur ce point, il est indéniable qu'elle est parvenue à un niveau de puissance dissuasif.

La Vie des idées : Quel rôle joue l'armée dans la politique actuelle de la Chine ?

Juliette Genevaz : À mon avis, l'armée joue un rôle essentiel dans la politique autoritariste que mène le parti-État en Chine. Lorsque Hu Jintao a reformulé ce qu'il appelait les « nouvelles missions historiques » de l'Armée populaire de Libération en 2004, son rôle de soutien politique au Parti communiste au pouvoir figurait tout en haut de la liste. Xi Jinping a fait sienne cette exigence : sa campagne contre la corruption, dont le but avéré est de consolider l'assise du Parti sur toutes les institutions de l'État, a fait tomber certains officiers très haut gradés. Si Xi a usé de ces purges pour placer ses alliés, c'est bien que l'armée reste une clé du pouvoir politique en Chine.

Dans le domaine des affaires étrangères, la sécurisation des intérêts chinois à l'étranger est devenue une priorité sous Xi Jinping, comme l'atteste la création du Conseil de sécurité nationale en 2013. Le PCC a veillé à ne pas présenter l'armée comme un instrument de sa politique étrangère. Le déploiement des troupes à l'étranger s'est d'abord effectué dans le cadre des missions de maintien de la paix de l'ONU, comme pour souligner les intentions pacifistes du parti-État. Cependant, depuis l'élection de Tsai Ing -wen à la présidence de Taïwan en 2016, le risque de séparatisme taïwanais est revenu sur le devant de la scène. Ce risque retenant toute l'attention de Pékin, on peut imaginer l'influence dont jouit l'Armée populaire de Libération chinoise dans plusieurs groupes dirigeants, comme celui qui est chargé de la politique étrangère ou celui qui est directement responsable de Taïwan.

La Vie des idées : Quelle est la position de la Chine en mer de Chine méridionale ?

Juliette Genevaz : Depuis 2009, la mer de Chine méridionale est devenue un lieu d'affrontement entre la Chine, le Vietnam, Taïwan, la Malaisie, Brunei et les Philippines. La Chine tient une ligne intransigeante selon laquelle cette mer fait partie de son territoire, comme le montre une carte parue en 1947, sur laquelle figurent 9 traits en pointillé englobant la quasi-totalité de l'espace maritime en question. Les raisons de cette intransigeance tiennent moins à une politique concertée qu'à ce que le sujet échappe en grande partie au ministère des Affaires étrangères chinoises, qui devrait en théorie formuler la position de la République populaire. Jusqu'à la prise du récif de Scarborough par la Chine en 2012, les agences chinoises de gestion du trafic maritime étaient au nombre de 9, dont la marine de l'Armée populaire de Libération. C'est en partie l'éclatement de la responsabilité du dossier au sein de l'État chinois qui a contribué à la montée des tensions, qui servaient à chacune des 9 agences de justification pour demander une augmentation de leur budget.

En 2013-2015, Xi Jinping a lancé une offensive en deux temps. D'abord, en 2013, il a réformé les agences de maintien de l'ordre en mer, jusqu'alors disparates, pour les regrouper sous l'Administration océanique d'État. Il est significatif qu'il s'agisse d'une institution civile, sous l'égide du ministère du Territoire et des Ressources. En même temps, les différentes flottes qui patrouillaient en mer de Chine méridionale (la flotte de la surveillance maritime, qui, à l'origine, surveillait la protection de l'environnement marin, la flotte du bureau de l'administration de la pêche dépendant du ministère de l'Agriculture, etc.) ont fusionné en un corps de garde-côtes inexistant auparavant. Ensuite, de 2013 à 2015, il a ordonné des travaux de remblaiement qui ont considérablement accru les tensions internationales en mer de Chine méridionale.

La Vie des idées : Faut-il attribuer cette affirmation de puissance avec l'objectif de « construction d'un grand pays maritime » énoncé par Xi Jinping en début de mandat ?

Juliette Genevaz : Oui, la Chine opère un tournant maritime depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. C'est en fait Hu Jintao qui avait annoncé ce changement lors de son dernier discours en tant que Président en 2012, appelant le congrès du Parti communiste à faire de la Chine une puissance maritime. Sous sa présidence, la marine avait opéré une modernisation à marche forcée et s'était illustrée dans une opération en haute mer d'envergure : l'opération de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden en 2008.

Xi Jinping est parvenu à mettre en œuvre ce changement, en créant notamment un groupe dirigeant pour la protection des droits maritimes. Cette nouvelle institution a fait deux choses. Tout d'abord, elle a élevé la question maritime, que Pékin formule comme une question de « droit », au rang de priorité politique pour le Parti. En second lieu, elle centralise la politique chinoise en mer de Chine méridionale, qui relevait jusqu'alors de la gestion locale d'incidents en mer.

La Vie des idées : Comment l'affirmation de la puissance chinoise a-t-elle affecté la dynamique de la région ?

Juliette Genevaz : La politique chinoise met en question l'influence américaine dans l'océan Pacifique. Alors que la septième flotte américaine s'était établie depuis la Seconde Guerre mondiale comme garante de la paix dans la zone, le gouvernement Obama a explicitement fait de l'Asie Pacifique une priorité stratégique. Le sens du « pivot » américain vers l'Asie annoncé en 2011 est d'abord militaire : ces 5 dernières années, les États-Unis ont renforcé leur alliance avec le Japon, Taïwan, la Thaïlande et même avec les Philippines et le Vietnam. Or, Taïwan, les Philippines et le Vietnam ont des revendications territoriales en mer de Chine méridionale qui s'opposent à celles de la Chine. L'activisme croissant de Pékin pourrait donc mener à une confrontation avec la marine américaine.

Pékin ne gère pas les tensions internationales dans la zone de manière militaire, mais en utilisant son nouveau corps de garde-côtes, créé en 2013, et également par le biais de la milice maritime sur les chalutiers. Paradoxalement, la mise à distance de la marine a conduit à une militarisation de flottes a priori civiles, qui sont désormais armées (les garde-côtes) ou bien en contact direct avec la marine (la milice maritime).

La Vie des idées : Quelles sont les motivations économiques du déplacement du centre de gravité chinois vers la mer ?

Juliette Genevaz : La mer est un enjeu économique majeur. Tout d'abord, la Chine est le premier producteur et exportateur de poissons au monde. La mer de Chine méridionale occupe une place très importante dans l'industrie halieutique chinoise et Pékin encourage, sous forme de subventions, une pêche toujours plus loin des côtes et à l'échelle croissante. Un second secteur industriel en jeu en mer de Chine méridionale concerne l'exploration des réserves d'hydrocarbures dans la zone. On ne sait en fait pas quelle est l'étendue de ces réserves parce que leur exploration est au cœur des conflits qui opposent la Chine au Vietnam et aux Philippines. Le rôle des trois compagnies pétrolières nationales, Sinopec, China National Offshore Oil Corporation et PetroChina est en ce sens plus politique qu'économique à proprement parler.

La mer est évidemment aussi essentielle à la navigation commerciale. Une face majeure du projet de route de la Soie chinoise passe par la mer : la constitution d'une trajectoire commerciale maritime reliant la Chine à l'Europe en passant par le détroit de Malacca. Il faut cependant prendre au sérieux la présentation du PCC du projet de route de la soie comme un projet d'ouverture. La position officielle de la Chine est la même que celle des États-Unis : garantir la liberté de navigation essentielle au commerce.

La Vie des idées : Pourriez-vous revenir sur le différend avec les Philippines et les suites du verdict de la Cour permanent d'arbitrage de La Haye en 2016 ?

Juliette Genevaz : Après que les tensions sont montées intensément entre la Chine d'une part et les Philippines et le Vietnam d'autre part, pendant toute l'année 2012, les Philippines saisirent la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en janvier 2013. Les Philippines demandaient une clarification des droits de la Chine en mer de Chine du Sud au regard de la convention des Nations unies sur le droit de la mer. Après trois ans de travail, le verdict de la Cour dit que les récifs que revendique la Chine ne peuvent donner aucun droit sur les espaces maritimes, donnant ainsi raison aux Philippines.

Cependant le rapprochement actuel entre le président philippin Duterte et Xi Jinping souligne le peu de poids de la procédure d'arbitrage. La convention des Nations unies sur le droit de la mer n'a pas le moindre effet politique.

Pour citer cet article :

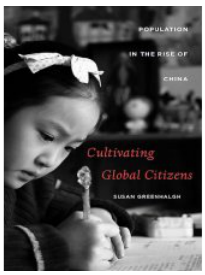
Émilie Frenkiel, « La nouvelle puissance chinoise. Entretien avec Juliette Genevaz », *La Vie des idées* , 11 mai 2018. ISSN : 2105-3030. URL : http://www.laviedesidees.fr/La-nouvelle-puissance-chinoise.html

Nota bene :

Si vous souhaitez critiquer ou développer cet article, vous êtes invité à proposer un texte au comité de rédaction. Nous vous répondrons dans les meilleurs délais.

par Émilie Frenkiel , le 11 mai

Articles associés



Recension

L'État chinois en action